

DÉCLARATION LIMINAIRE

CTA du 13 décembre 2021



VERSAILLES

versailles@sgen.cfdt.fr - 01 40 90 43 31
23 place de l'Iris, 92400 Courbevoie



De tous côtés, en cette fin d'année 2021, les problèmes que traverse notre système éducatif surgissent.

En déposant une alerte sociale le 5 décembre 2021, le Sgen-CFDT a voulu interpeller de manière contraignante au sujet de la situation de nos collègues du 1er degré. Nous avons été reçu·es par la DGRH mais aucune de nos propositions concrètes n'a pu être retenue pour remédier à cette situation que le ministère ne conteste pas.

Nous vous avons interrogé·es lors du précédent CTA au sujet des postes non pourvus dans le 1er degré toujours. Dans votre réponse, vous avez reconnu d'importantes difficultés pour pourvoir les postes pourtant existant. Dans chaque département, confirmant vos propos en CTA, vous avez indiqué que les viviers étaient épuisés ou que les difficultés de recrutement étaient importantes.

En CHSCTA, vous nous avez indiqué les statistiques de démissions, de ruptures conventionnelles. Elles progressent de manière importante. Nous avons déjà attiré votre attention sur cette inquiétude lors de notre rencontre à la rentrée. Vous sembliez minimiser cette situation que vous considériez comme normale, ou en tout cas estimiez que la tendance était stable. Ce n'est pas notre interprétation. Le malaise s'avère de plus en plus prégnant et les chiffres communiqués par l'institution elle-même en témoignent désormais.

Nos élèves de la voie professionnelle, déjà très affecté·es par la crise sanitaire, se retrouvent parfois sans enseignant·e dans les disciplines professionnelles (particulièrement en gestion administration, vente, ASSP...). Nous sommes très inquiet·es au sujet de la capacité de ces élèves à trouver ensuite un employeur qui les accepte en stage sans aucune connaissance des gestes professionnels.

Dans de nombreux collèges et lycées de l'académie, des postes demeurent non pourvus à la veille des congés de fin d'année. Nous étions déjà habitué·es à ce phénomène dans le second degré, particulièrement dans les zones les moins attractives et qui ont le plus besoin d'école. Le phénomène touche aujourd'hui des établissements beaucoup plus favorisés.

Quelles actions ont été menées face à cette situation ?

Nous ne pouvons que déplorer un certain nombre de décisions prises :

- refus du maintien du second concours pour le recrutement de professeur·es des écoles,
- remerciement de plusieurs centaines de contractuel·les avant l'été qui se sont retrouvé·es sans perspective de réemploi à la rentrée,
- traitement non versé à de nombreux/ses collègues, particulièrement dans les Hauts-de-Seine,
- méconnaissance des viviers existant encore dans certaines disciplines ou fonctions qui retardent d'autant la mise en œuvre de solutions,
- application de consignes éloignées de la réalité des vœux d'orientation des élèves lorsque vous refusez l'ouverture de classes en sections technologiques, en particulier en STMG, et qu'il faut les ouvrir en catastrophe avec des effectifs trop chargés, des collègues débordé·es ou introuvables.

Accepteriez-vous que vos enfants ou ceux de vos proches n'aient pas d'enseignant·es depuis la rentrée ? C'est pourtant ce que de nombreux parents vivent aujourd'hui de la maternelle au baccalauréat.

Les décisions qui s'annoncent sont-elles meilleures ? Ce n'est pas notre avis. Nous refusons la création de méga-agences comptables. Nous redoutons les conséquences de la création de services inter-académiques, de délégations ou de services régionaux qui éloignent leurs agent·es du terrain. Ce n'est pas une position de principe, car il y a aussi de nombreux avantages à mutualiser. Mais nos services administratifs ne se portent pas bien. Nous le constatons au fil de notre travail avec vous.

De la même façon et à une autre échelle, nous nous opposons au projet de transfert de l'autorité fonctionnelle des adjoint·es gestionnaires aux collectivités territoriales, qui, là encore, aurait pour effet de complexifier le travail au lieu de le simplifier, de dégrader les conditions de travail au lieu de les améliorer.

Pour conclure, nous voulons quand même remercier tous les personnels qui permettent à notre maison de tenir tant bien que mal. Nous vous souhaitons de trouver dans les congés de fin d'année les forces qui nous permettront de trouver de nouvelles solutions pour avancer.